

Après 10 ans de pouvoir, de Gaulle ne pouvait dévaluer le franc sans porter lui-même un rude coup à son prestige en reconnaissant que la bataille monétaire qu'il avait livrée contre le dollar et pour le retour à l'étalon-or se soldait par un fiasco. Implicitement sa position, impossible à tenir, était de forcer l'Allemagne à une réévaluation unilatérale. Un nouveau président bourgeois n'aura pas ces problèmes. Même s'il s'agit de Pompidou, il n'aura pas à sauver la face, n'ayant été pour rien dans la politique monétaire appliquée après juin. Au surplus il devra, d'entrée de jeu, se concilier les bonnes grâces des milieux financiers internationaux, ce qui signifie en Europe, tenir compte du nouveau rapport de forces avec l'Allemagne et ne pas lui laisser porter seule le poids de l'indispensable et urgente remise en ordre monétaire internationale. Parallèlement aussi il devra se montrer plus souple vis-à-vis de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Ainsi, semble-t-il, une légère dévaluation du franc (et éventuellement de la Livre), couplée d'une légère réévaluation du mark, pourrait être la voie vers laquelle les bourgeoisies nationales se dirigeront, pour essayer de réaménager à froid le système monétaire international. Kiesinger a beau répéter qu'une réévaluation du mark est impensable, personne ne s'y trompe. Cette réévaluation, est aujourd'hui une idée totalement admise en Allemagne et cela depuis plusieurs semaines déjà. Ce que Kiesinger veut éviter c'est une réévaluation "unilatérale" qui ferait porter à l'Allemagne seule le poids de la remise en ordre de la situation monétaire. En effet, si le Mark seul était concerné, le taux de sa réévaluation pour être efficace, devrait être très élevé. L'opération coûterait cher aux agriculteurs et aux industriels allemands... or les prochaines élections allemandes ont lieu en septembre !

Par contre, si la réévaluation du Mark était couplée avec une dévaluation du Franc, cela, encore une fois, pourrait apparaître comme une solution de moindre mal aux diverses bourgeoisies nationales.

---

---

## CONCLUSION

En conclusion, il est nécessaire d'affirmer que la bourgeoisie française, qu'elle soit représentée par Poher, Pompidou ou Defferre, est obligée, à la fois parce que le capitalisme français est un maillon faible dans le capitalisme mondial, et parce qu'il connaît des difficultés "conjoncturelles" particulières, de se livrer, assez rapidement, à une attaque sérieuse contre la classe ouvrière. Mais encore faut-il que la classe ouvrière accepte d'être matée, ne passe pas à la contre-attaque. En novembre dernier, le terrain n'était pas prêt pour la bourgeoisie : la grève de Renault en décembre montrait la combativité des travailleurs et indiquait que la dévaluation, si elle avait eu lieu, n'aurait pu que difficilement être accompagnée de mesures restrictives importantes.

Aujourd'hui, si la bourgeoisie a cru pouvoir prendre le risque (et jusqu'à présent les événements lui donnent raison) de changer de président, il est fort possible qu'un premier "succès" l'incitera à aller plus loin. Sa marge de manœuvre est celle que lui laissent les luttes ouvrières. Or, après l'abandon des luttes au profit des urnes par les directions traditionnelles, l'apathie qu'elles ont imposé aux travailleurs pendant plus de deux mois, l'échec de Tilsitt, l'escamotage du 1<sup>er</sup> mai, l'élection d'un Pompidou ou d'un Poher, il est grand temps de remonter la pente. Il est clair, qu'après les présidentielles, la bourgeoisie, après avoir plus ou moins surmonté ses conflits internes, se retournera contre la classe ouvrière avec une vigueur accrue.